



Ça Roule!

Journal édité par la section RATP du Parti Communiste Français



EDITO

Élection des députés européens le 25 mai **DONNONS DE LA VOIX À L'EUROPE DES PEUPLES !**

ALERTE !

Le statut public de la RATP attaqué

Les partisans de la privatisation passent à l'attaque.

En 2010, la Commission de Bruxelles avait jugé que le statut d'EPIC (établissement public) conférait l'équivalent d'une « garantie financière implicite et illimitée de l'Etat » et donc un « avantage concurrentiel » incompatible avec les règles des traités. La France avait contesté cette interprétation, mais la Cour de Justice Européenne vient début avril de donner raison à la Commission.

Toutes les entreprises publiques voient ainsi leur statut menacé. Au premier rang la RATP et la SNCF, qui ont jusqu'ici échappé aux vagues de privatisations. Car tous ceux qui, en France et ailleurs, ne rêvent que de les livrer aux appétits des marchés vont bien sûr utiliser ce jugement pour avancer leurs pions.

Vous avez les moyens de dire NON À LA PRIVATISATION en utilisant le bulletin de vote Front de gauche le 25 mai ■

L'Europe ne fait plus recette. Rejetée par les peuples, l'actuelle construction européenne est en pleine crise de légitimité.

S'il en est ainsi, c'est parce que ce projet a été conçu et poursuivi pour répondre aux seuls intérêts de la finance : mise en concurrence généralisée des salariés à l'échelle du continent, soumission des politiques européennes aux exigences des marchés, institutions anti-démocratiques dessaisissant les citoyens de leur souveraineté.

Cette évolution est le résultat du consensus entre les élus de droite et socialistes pour imposer le modèle libéral. Un modèle qui a fait exploser le chômage et la précarité, qui conduit aujourd'hui le continent au bord de la récession et fait le lit des forces nationalistes et xénophobes.

Une autre Europe est pourtant nécessaire et possible. Les peuples européens ont en effet besoin de coopérer, pour porter un modèle social et écologique avancé dans la mondialisation actuelle. Cela implique des ruptures majeures avec les logiques à l'œuvre. Une véritable refondation du projet européen est ainsi devenue incontournable.

Avec les élections européennes du 25 mai, vous avez l'occasion de vous prononcer dans ce sens. Dire NON à l'Europe de la finance et OUI à l'Europe des peuples, ce sera le sens du vote pour la liste du Front de gauche ■



Euromanifestation le 4 avril à Bruxelles contre les politiques d'austérité

« Il faut révolutionner le projet européen »

Une interview de Patrick LE HYARIC

Député au Parlement européen,
Vice-président du groupe Gauche Unie Européenne / Gauche Verte Nordique

Les peuples semblent de plus en plus se détourner de la construction européenne. Pourquoi ?

Il y a à juste titre un puissant rejet de l'actuelle construction ultralibérale. L'Europe actuelle se fait non seulement sans les peuples, mais contre eux. Les politiques mises en œuvre font durement souffrir ceux qui n'ont que leur travail et leur retraite pour vivre, tandis que les grandes sociétés transnationales et les fonds financiers engrangent toujours plus de profits. La spéculation est favorisée contre le travail, l'investissement productif et le respect de l'environnement.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'il y ait une crise de l'idée européenne elle-même qu'exploitent les extrêmes-droites en laissant croire que le repli nationaliste serait possible. Alors que l'enjeu aujourd'hui est de rompre avec ces politiques et de refonder radicalement le projet européen en plaçant en son cœur l'humain d'abord.

Pourtant, les dirigeants européens persistent à affirmer que les politiques d'austérité sont indispensables pour sortir de la crise ?

L'austérité est un poison. Elle aggrave les injustices et les inégalités. Elle est aussi inefficace économiquement. Le prétexte invoqué a été celui de la réduction des déficits et des dettes publiques. Or, plus on a fait d'austérité, plus on a réduit l'emploi, plus les déficits ont augmenté dans chacun des pays européens, avec des records comme en Grèce.

Il faut faire un autre choix. Celui d'une relance à partir d'une nouvelle répartition des richesses pour augmenter l'ensemble des salaires dans l'Union européenne et pour améliorer les systèmes de protection sociale et de retraite.

Il est indispensable de mettre en place dans chaque pays des salaires minimum avec des aides au rattrapage de ceux qui sont les plus en retard, grâce au fonds social européen. Cela doit s'accompagner d'une harmonisation de la fiscalité sur les sociétés, avec une taxation des mouvements de capitaux et la fin des paradis fiscaux.

Il est aussi nécessaire de transformer profondément le système bancaire européen, à commencer par la Banque centrale européenne qui doit avoir pour mission le développement de l'emploi dans le cadre d'un nouveau système productif respectueux de l'environnement et des êtres humains.

Depuis le règlement OSP, la RATP est soumise à la concurrence. Le service public va-t-il y gagner ?

La mise en concurrence des entreprises et au final des travailleurs est une des constantes de l'intégration européenne qui s'est faite par ce biais. Le droit européen ne reconnaît même pas formellement la notion de service public. Dès lors, les missions de service public de la RATP devaient obligatoirement être ouvertes un jour à la concurrence.

Le grand danger de la concurrence, c'est la perte de cohésion du service public, la disparition de la notion même d'un service destiné à la collectivité et non au profit.

Au fil des années, on s'est éloigné d'une gestion d'intérêt général des services publics pour y introduire des critères inspirés du privé. D'où les dysfonctionnements dénoncés par

les personnels et les usagers. C'est pour contrer ce mouvement qu'il faut inclure la notion de service public dans les traités européens et le sortir des règles de la concurrence.

A quelles conditions une autre Europe est-elle possible ?

Il faut révolutionner le projet européen en partant des besoins populaires et de l'exigence démocratique, donc en respectant la souveraineté de chaque peuple. C'est en ce sens que nous avons proposé de construire une « union de nations et de peuples souverains et associés », c'est-à-dire un projet coopératif entre les Etats et les peuples, et non plus une Union

européenne sous la dictée des puissances d'argent et de la droite allemande.

Les parlementaires nationaux et européens auraient le pouvoir de proposer des lois communes, de les discuter ensemble jusqu'à trouver les compromis positifs indispensables à l'amélioration de la vie des gens. Il s'agit d'entrer dans le processus de construction d'une Europe qui porte un projet social et solidaire et fasse de la sécurité de l'emploi sa priorité. Et avec l'ambition d'améliorer les équilibres écologiques, de lutter contre le réchauffement climatique, de préserver la biodiversité.

Une autre Europe est aussi une Europe qui cherche de vraies coopérations avec les pays du Sud et de l'Est, et non le pillage de leurs ressources et la guerre. C'est une Europe qui change la mondialisation, en promouvant le co-développement, le désarmement et la paix.



Elle nourrit la finance et appauvrit les peuples **EN FINIR AVEC L'AUSTÉRITÉ !**

26 millions de **chômeurs**, 120 millions de **pauvres**, des **inégalités** qui grandissent dans chacun des pays, mais aussi entre eux : tel est le bilan catastrophique d'une construction de l'Europe qui a jusqu'ici donné la **priorité à la finance**.

Pourtant, poussés par F. Hollande et A. Merkel, les dirigeants européens veulent **continuer** :

- ▶ d'un côté on diminue les **dépenses publiques** (en France, 50 milliards d'€ de coupes dans les budgets de l'Etat, de la Sécu et des collectivités), donc on affaiblit les services publics et la protection sociale ; et on augmente les impôts injustes comme la **TVA**.
- ▶ de l'autre ces économies servent à financer les **cadeaux fiscaux au capital** qui se multiplient (en France : le CICE, le CIR, la suppression des cotisations famille patronales).

Cette politique fait grossir les **dividendes** versés aux actionnaires, mais n'a aucun effet positif pour l'emploi. Elle brise les ressorts de la croissance et elle enfonce l'Europe dans le chômage de masse et la **crise**.

Le 25 mai, disons **STOP** à l'austérité et **OUI** à une politique de relance, en réorientant les richesses vers **les salaires, l'investissement utile et l'emploi** ■

Libéralisation des transports **ENGAGER LA RUPTURE**

Droite, extrême-droite, socialistes, écologistes : toutes ces forces politiques ont voté au Parlement européen les directives de libéralisation des **services publics** en Europe. Celles-ci n'ont pourtant eu qu'un but : permettre aux **intérêts privés** de faire de l'argent dans des activités dont ils étaient jusque là exclus.

Ainsi, la RATP est désormais soumise au **règlement « OSP »**, avec l'ouverture progressive à la concurrence. Le corollaire en est **l'alignement de ses coûts** sur ceux des autres opérateurs. Avec comme effets la suppression de plus de 700 postes par an, une disette salariale, des conditions de travail dégradées, mais aussi des conséquences négatives sur la qualité du service offert.

Il faut opérer une rupture avec cette logique :

- ▶ Laisser chaque peuple **décider** de la façon d'organiser ses services publics,
- ▶ Promouvoir la **coopération** entre les opérateurs,
- ▶ Dans l'immédiat, engager un **moratoire** sur les textes comme le règlement OSP, et mener un débat public sur la base d'un bilan des libéralisations déjà lancées.

Le Service public doit être un pilier de l'Europe sociale à bâtir. Le 25 mai, disons **NON à la libéralisation** ■

J'♥
L'EUROPE SOCIALE



Traité transatlantique **UN MAUVAIS COUP À DÉJOUER**

Dirigeants européens et nord-américains négocient en ce moment, en catimini et en dehors du regard des peuples, un « **Traité transatlantique** ».

Il s'agit d'un accord de libre-échange intégral conçu dans le seul intérêt des **sociétés multinationales** des deux côtés de l'Atlantique. Avec l'abolition des droits de douane, mais aussi la **mise en cause des droits des salariés et des normes environnementales** en vigueur.

Par exemple, une entreprise qui jugerait qu'un pays limite ses capacités à augmenter ses profits, à cause d'un système de protection sociale trop avancé ou de mécanismes trop contraignants de protection de la santé ou de l'environnement, pourrait traduire cet Etat devant un **tribunal arbitral privé**. C'est la **soumission** des pays et des peuples à la seule loi des multinationales.

Ce traité sera à l'ordre du jour de la prochaine législature européenne. Il faut absolument le mettre en échec. **Refuser ce projet dangereux** préparé dans le dos des citoyens : tel est aussi un des enjeux du vote du 25 mai ■



Le projet du PCF **REFONDER L'EUROPE**

Unir les peuples européens, quelle belle idée !

Mais en se focalisant sur la constitution d'un marché unique où les salariés sont mis en concurrence les uns contre les autres, l'Europe actuelle n'a fait que servir les intérêts des grands groupes. Pour les peuples, elle est devenue synonyme d'austérité et de reculs sociaux sans fin. Ils ne s'y reconnaissent plus. C'est le devenir même de l'Union européenne qui est du coup en débat.

Avec les autres forces rassemblées dans le Front de gauche, le PCF défend un projet de refondation de l'Europe, autour de trois axes :

► Une Europe sociale et écologique

Alors qu'aujourd'hui on détruit les conquêtes bâties par les peuples pour leur imposer le modèle libéral, nous voulons une Europe qui se fixe pour objectifs le progrès social et le développement durable.

Pour cela, il faut notamment instituer un salaire minimum partout avec une harmonisation par le haut, promouvoir les droits des travailleurs et prendre des mesures contre le dumping social.

Et il faut en finir avec le dogme du tout-concurrence, notamment dans les services publics, et développer les rapports de coopération.

► La reprise par les citoyens du pouvoir sur l'argent

Il faut s'attaquer à la financiarisation de l'économie, véritable cancer qui enrichit une infime minorité en détournant les richesses.

Cela passe par une réforme essentielle : le changement du statut et des missions de la Banque Centrale Européenne. Son pouvoir de créer de la monnaie est aujourd'hui mis au service exclusif des marchés (rappelons-nous les 1000 milliards d'€ prêtés sans aucune condition aux banques privées après le krach de 2008). Il doit au contraire servir à financer l'emploi, les services publics et le développement économique et social, la transition énergétique.

► La reconquête de la souveraineté populaire

Nous proposons une « Union de nations et de peuples souverains et associés ». Donc une Europe où cohabitent des pays à régimes différents et où les traités qui la fondent se contentent de définir les institutions et les buts de l'Union.

Un pays membre doit avoir le droit de demeurer en dehors de tel ou tel domaine et faire valoir des clauses de sauvegarde s'il juge que ses intérêts sont remis en cause. Et chaque choix stratégique doit être précédé d'un vrai débat public dans chaque pays.

Sortir de l'Euro, sortir de l'Europe : la fausse solution

Surfant sur le rejet de l'Europe actuelle, des forces comme le FN préconise un retour au Franc et une dévaluation de celui-ci de 25%.

Ce serait un vrai cadeau pour les entreprises françaises exportatrices. Mais cela signifierait aussi l'acceptation de l'hégémonie du dollar dans les échanges internationaux. Et surtout, avec le renchérissement des produits importés, de nouvelles hausses à prévoir et un coup porté au pouvoir d'achat des salariés !

La réponse à l'Europe libérale actuelle, ce n'est pas le repli nationaliste source de dangereuses tensions, mais la bataille pour une Europe des peuples et de la coopération ■

Les partisans de l'Europe sociale unissent leurs forces

A l'image de la coalition que constitue le Front de gauche, il existe dans les autres pays de l'Union des forces qui combattent le libéralisme et agissent pour une Europe sociale.

Celles-ci se sont dotées d'outils politiques pour agir ensemble :

- ◆ Elles ont créé le "Parti de la Gauche Européenne" qui vient de désigner Alexis TSIPRAS, leader des luttes contre l'austérité en Grèce, comme son candidat à la présidence de la Commission européenne.
- ◆ Au Parlement européen, elles ont constitué le groupe de la "Gauche Unie Européenne" qui, selon des récents sondages, pourrait accroître très sensiblement le nombre de ses élus.

L'élection du 25 mai pourrait ainsi modifier les rapports de force en Europe et aussi en France. Une bonne raison pour ne pas boudier les urnes ■



Je veux prendre **contact** avec les communistes de la RATP

Je veux **adhérer** au Parti Communiste Français

Nom - Prénom :

Adresse :

M@il :



(Bulletin à retourner à : PCF - Section RATP - 2, place du Colonel Fabien 75019 PARIS)